



Calais, mur invisible pour les migrants

Face au gonflement des effectifs de migrants voulant gagner l'Angleterre, le dispositif policier a été renforcé et des tactiques mises en place pour éviter les prises d'assaut des camions.

Par **STÉPHANIE MAURICE**
Envoyée spéciale à Calais

Pour l'instant, la réponse n'est que sécuritaire, face à la montée, irrépressible, du nombre de réfugiés à Calais. Ils sont désormais entre 1500 et 1700 présents dans la ville, trois fois plus qu'au début de l'été, prêts à tout pour passer en Angleterre.

Le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, a annoncé mercredi, dans le journal *la Voix du Nord*, l'envoi de 100 policiers supplémentaires. Soit un escadron de gendarmes mobiles et une demi-compagnie de CRS, qui se rajoutent aux deux déjà présentes. Vendredi, ils étaient déjà à pied d'œuvre. Une

réaction aux rixes de lundi soir, où une quinzaine de migrants ont été blessés, à coups de pierre ou de bâton, mais aussi une tentative de calmer la colère grandissante des forces de police locales, débordées.

MORTE. Autoroute du littoral, sortie car ferry: la rocade mène droit au cœur du port de Calais, aux contrôles de billets et de douane avant l'embarquement vers Douvres. Soudain, ils surgissent, un groupe d'une dizaine, emmitoufflés dans des parkas. Ils sautent les barrières de sécurité, traversent la double voie. Un grand gaillard lève la main pour demander de ralentir, on freine. Ils sont sans doute érythréens ou soudanais; dans un

flash, on saisit la jeunesse des visages, l'une des silhouettes agiles se révèle être une femme. On pense à celle qui est morte, il y a quatre jours, en essayant de traverser l'A16: elle était éthiopienne, âgée de 16 ans.

Les migrants veulent rejoindre l'«*hoverport*» (1) désaffecté, là où les camions sont désormais déviés pour fluidifier la circulation. Mais la stature massive d'un gendarme, moto arrêtée sur le bas-côté, les fait dévier de leur route. Ils s'éparpillent, impuissants. La police a adopté la tactique du jalonnement, un fonctionnaire planté à intervalles réguliers sur le bas-côté, le long des camions, pour empêcher toute intrusion. «*C'est bien, on évite de mettre les poids lourds trop à vue*», ap-

prouve Gilles Debove, permanent syndical d'Unité SGP Police-FO sur Calais, venu se rendre compte de la situation sur place. «*Si non, c'était comme leur mettre un bonbon devant la bouche. Au moins, ça leur évite de rêver.*» Le dispositif met fin à ces grappes de migrants qui prenaient d'assaut les poids lourds bloqués dans les bouchons de la rocade. Ils détournaient ainsi l'attention du chauffeur, fracturaient les portes et se faufilaient à l'intérieur. Un cauchemar pour les routiers.

RAYONS X. Calais avait l'habitude de vivre depuis douze ans et la fermeture du centre de Sangatte avec ses 400 à 600 migrants. Depuis juillet, leur nombre n'a cessé de croître, et l'effet de masse a créé cette nouvelle manière de passer. «*Ce sont des comportements complètement irrationnels*», note Thierry Alonso, le directeur départemental de la sécurité publique. «*Ils sont tout de suite détectés aux points de contrôle. La probabilité de passer par ce moyen-là est assez faible.*» Chiens capables de sentir une présence humaine, remorques passées aux rayons X, sonomètres pour détecter le moindre bruit, et même détecteurs de CO₂: traverser les mailles du filet est de plus en plus difficile, surtout que les Anglais ont renforcé leurs inspections.

Au squat Galloo, une entreprise désaffectée de recyclage de métaux, où environ 300 réfugiés s'abritent, Naty ne compte même plus ses tentatives, depuis les deux mois qu'il est ici. «*J'étais plutôt gros quand je suis arrivé ici, maintenant j'ai maigri à force de courir et de grimper dans les camions*», blague-t-il. Il a 21 ans, a dû quitter son pays, l'Éthiopie, en catastrophe, car sa vie était menacée, affir-

REPORTAGE



A Calais, le 27 mai, veille du démantèlement de camps de migrants.

PHOTOS LIONEL CHARRIER. MYOP

me-t-il. Il n'a qu'un objectif, l'Angleterre : «Je ne donnerai pas mes empreintes ici, c'est sûr, car la France est inéquitable», dit-il. L'expression est entrée dans le langage courant des squats et des «jungles» de Calais, et signifie déposer une demande d'asile. Une allusion aux accords de Dublin 2, qui obligent le migrant à demander son titre de séjour dans le premier pays de l'Union européenne où il est contrôlé, donc celui où on lui prend ses empreintes digitales. Il le sait, en Angleterre, dès la demande d'asile déposée, c'est l'assurance d'un logement immédiat, et un examen rapide de sa situation, quelques mois tout au plus. En France, cela peut prendre plus d'un an. Un de ses camarades surgit et s'excite : «Moi, j'ai donné mes empreintes en France, et regarde où je dors !» Il désigne une tente à la toile détendue, posée à même le macadam. Les centres d'accueil des demandeurs d'asile sont saturés.

Gilles Debove sort les chiffres : «Nous en sommes à 3000 découvertes [de migrants dans les camions, ndlr] par mois, en juillet et août derniers». En 2013, il fallait six mois pour atteindre un tel volume. «Aller chercher les migrants dans les camions a fini par représenter 80% de notre activité de police secours cet été», se désole le policier. «Du coup, on arrivait avec des délais énormes sur les constats de cambriolage ou d'agression. C'est au point qu'une fois un huissier a été appelé par la victime pour constater le délai entre le coup de téléphone à la police et son arrivée.» Il y a eu comme un sentiment d'abandon de la population calaisienne, renforcée par l'apparition d'une petite délinquance liée aux migrants. Un fait nouveau. Ce sont des vols de batteries dans les huttes de chasse, pour s'éclairer la nuit, des vols à

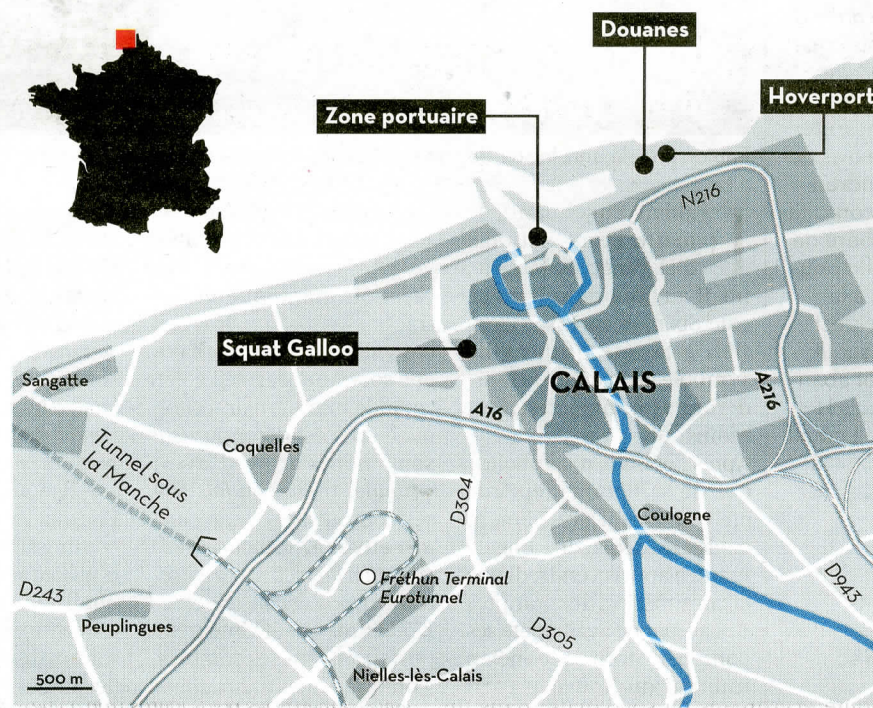
REPÈRES

3000

C'est le nombre mensuel de migrants découverts dans des camions, en juillet et août, et qui espéraient rejoindre clandestinement Douvres.

«Le gouvernement [...] met en place des solutions exceptionnelles pour régler le problème de l'afflux des migrants voulant passer en Angleterre.»

Bernard Cazeneuve ministre de l'Intérieur



l'étalage, des téléphones portables arrachés. «7% des plaintes déposées à Calais pendant le mois de septembre sont imputables aux migrants», affirme Thierry Alonso. Ce qui représente une vingtaine d'actes délictueux.

BARQUE. Le phénomène est marginal, mais alimente un sentiment d'insécurité, sur lequel surfe le Front national. Vendredi, Marine Le Pen est venue à Calais pour dénoncer «la scandaleuse incurie» du gouvernement face à «l'immigration clandestine». L'organisation locale d'extrême droite Sauvons Calais, n'est pas en reste. Il y a une dizaine de jours, elle s'était empressée de publier sur sa page Facebook le tract du syndicat de Gilles Debove, Unité SGP Police-FO : il appelait à manifester le 13 octobre pour demander plus de moyens face à l'afflux de migrants. Le syndicaliste se défend d'avoir voulu alimenter la petite musique de la peur de l'étranger. «C'était une manifestation neutre, pas raciste. Ces gens n'étaient pas les bienvenus.» Il reprend : «Nous sommes tous victimes d'une situation générale, et les migrants aussi. Ils arrivent à 30 kilomètres de la Grande-Bretagne, les passeurs les lâchent là, et on leur dit : "On ne passe plus."» Il évoque un Soudanais de 21 ans – «Un gars comme ça!» – qui lui a raconté sa traversée de la Méditerranée. «Ils étaient 150 clandestins, et ils ont donné chacun 500 euros au passeur. Quand ils ont vu la vieille barque sur laquelle ils devaient traverser, ils ont refusé d'embarquer. Le passeur a pris l'un d'eux et lui a tiré une balle dans la tête. Ils sont tous montés.» Dans la voix du policier, l'écœurement monte. La solution ? Il la laisse aux politiques : «C'est au-delà de mes compétences.»

(1) Port pour les hovercrafts.